

PV No 20 de la séance du Conseil Communal du mercredi 12 décembre 2018

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Assermentation de Madame Lydie Rochat, secrétaire du Conseil communal
4. Adoption du PV de la séance du 31 octobre 2018
5. Communications du Bureau
6. Communications de la Municipalité
7. Rapport sur le préavis n°07/10.2018 budget du service des finances communales pour 2019
8. Préavis n°08/12.2018 - Demande d'un crédit pour financer l'acquisition d'un quatrième compresseur à la station intercommunale d'épuration
9. Préavis n°09/12.2018 – Demande d'un crédit-cadre pour financer l'entretien et l'amélioration du réseau EU/EC dans le cadre du PGEE
10. Motion déposée par Mme Florence Porreca et consorts pour une modification du règlement pour le service communal de distribution d'eau et du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux et son annexe
11. Simples questions
12. Contre-appel

Hommages à M. Roger Burri, Municipal

Avis - Afin de ne pas attenter aux hommages rendus à notre Municipal, M. Roger Burri, disparu en date du 06.12.2018, les discours de Mme la Présidente et de M. le Syndic seront retranscrits comme tels. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

Mme la Présidente rend un dernier hommage à M. Roger Burri, Municipal.

« C'est empreinte d'émotions que je vous souhaite la bienvenue pour cette dernière séance de l'année du Conseil communal de St-Prex. Le départ si soudain de notre Municipal, collègue, ami Roger Burri nous a tous attristés. C'est un grand homme à qui nous avons dit adieu hier. J'ai découvert Roger au fil des ans : à l'écoute des gens, maniant le verbe avec humour et conviction, toujours prêt à servir sa commune et la collectivité. Il est un exemple de dévotion et d'empathie. Il avait décidé de se retirer et il a été rattrapé par le destin. Nous avons été pris de court, tant nous aurions voulu le remercier et le fêter à la hauteur de son engagement. Il le méritait. Monsieur le Municipal Roger Burri est parti dans l'exercice de ses fonctions. Je vous demande, à la mémoire de Roger, de vous lever pour une minute de silence. »

L'assemblée se lève afin d'observer une minute de silence.

M. Daniel MOSINI, Syndic, rend également hommage à M. Burri :

« Hommage à Roger Burri, municipal à Saint-Prex, décédé dans l'exercice de ses fonctions »

Roger nous a tous surpris par son départ si subit.

Il est parti parmi les siens au milieu d'un Comité de Direction du SIS Morget qu'il présidait à Villars-sous-Yens.

On pourrait penser qu'il avait choisi ce destin tant il aimait s'engager dans de si nombreux comités pour sa région, tels le Service du feu précité, la Police Région Morges, la protection civile ou le Groupement forestier de Ballens – Mollens.

Il était reconnu et apprécié grâce à ses compétences, son charisme et son efficacité.

Roger était Municipal des « domaines et voirie » depuis le 1^{er} janvier 2002, dicastère complété en 2011 par la sécurité publique.

Il était Vice-Syndic depuis 2006 et fut 8 ans conseiller communal précédemment.

J'aimerais au nom de mes collègues Municipaux et de nos collaborateurs communaux lui rendre un vibrant hommage pour tout ce qu'il a apporté à la cohésion municipale, à la vision communale et aux associations régionales.

Roger fut un grand Municipal très respecté, très écouté et aimé de la population.

Il avait des valeurs.

Vif d'esprit, droit dans ses bottes, il maniait l'humour bienveillant et le français avec précision et qualité. Il avait une plume d'excellence.

Il était réputé pour ses bons discours que tous attendaient et pour ses répliques à bon escient dont en particulier au Conseil communal.

Nous avons tous une grande estime pour sa personne, son franc engagement, sa fiabilité et sa loyauté.

Merci Roger pour tant de qualités reconnues loin à la ronde.

Son expérience acquise dans sa formation de bûcheron, puis dans les troupes de sauvetage comme Sergent-Major et à la direction du Centre de formation forestier de l'Etat de Vaud ont été quelques fondements de son succès dans ses missions politiques à l'exécutif de notre Municipalité.

Né au Bourg de Saint-Prex, enfant du village, il connaissait parfaitement celui-ci et ses habitants auxquels il vouait attention, réplique et amitié.

Il a su cultiver son esprit sportif à la tête d'une société locale le FC Amical et du Sauvetage.

Merci Roger pour ta vision pragmatique de ta Commune, pour tes nombreux préavis (27 en tout) pilotés avec compétence, efficacité, ouverture d'esprit et diligence pour le bien de Saint-Prex et de la Région. Il a eu à cœur de réaliser en particulier la déchetterie – voirie du Glapin, l'hôtel de Police de PRM à Morges et rêvait d'inaugurer son bureau dans la nouvelle administration communale en Penguey. Ce vœu ne sera pas exhaussé mais il aura soutenu le projet du début à la fin.

Son bon sens nous a permis de garder le cap sur l'essentiel et sur nos valeurs communes. Il a toujours su conserver ses racines forestières et Saint-Preyardes.

Il maniait les essences des arbres et la biodiversité avec finesse, je n'oserai pas rivaliser tant les fruits ont porté.

Nous ne l'oublierons pas tant l'homme et son parcours furent généreux et engagés.

Je sais que là-haut il a déjà repris ses mots croisés en cruciverbiste chevronné. A la question « éteindre le feu » en 9 lettres, il a naturellement répondu « SIS Morget ».

Avec toute notre affection à Roger et sa famille. »

1) Appel

Il est 19h01 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Yves MORAND François LUDWIG	Sylvie FUCHS
Absent	Matthias JACQUEMAI	

61 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Assermentation de Madame Lydie Rochat, secrétaire du Conseil communal

La Présidente informe les Conseillères et Conseillers que la secrétaire prenant part aux votations et élections, celle-ci doit être assermentée.

Elle prie Mme Lydie ROCHAT ainsi que l'assemblée de se lever afin de procéder à l'assermentation.

La Présidente donne lecture de la formule de serment prescrit à l'article 9 de la loi sur les Communes.

A l'appel de son nom, Mme ROCHAT solennise la promesse. Elle est de ce fait installée en tant que secrétaire du Conseil communal, sous les applaudissements de l'assemblée.

4) Adoption du PV n°19 de la séance du 31 octobre 2018

La Présidente met en discussion le procès-verbal n°19.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°19 est accepté à l'unanimité des membres présents.

5) Communications du Bureau

Avis - Afin de ne pas attenter aux hommages rendus à notre Municipale, Mme Barbara Regamey qui a quitté ses fonctions en date du 31.12.2018, les discours de Mme la Présidente et de M. le Syndic seront retranscrits comme tels. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

a) Démission de Mme Barbara REGAMEY, Municipale

La Présidente annonce aux Conseillères et Conseillers la démission du 28 novembre 2018 de notre Municipale, Mme Barbara REGAMEY, qui quittera ses fonctions au 31 décembre 2018 et donne lecture de sa lettre de démission.

Mme la Présidente la remercie avec les mots suivants :

« Le chiffre 5. Depuis 5 ans Madame Regamey s'investit pleinement dans la tâche. A 5 ils ont également été réélus au premier tour des élections municipales avec un nombre de voix proche, une véritable dream team. 5 ans de travaux importants pour notre commune, telle la modernisation de nos canalisations ou l'entretien de notre STEP, que Barbara a conduit avec diligence. Elle a toujours été focalisée sur un objectif : servir les intérêts de la commune. Je regrette le départ d'une municipale professionnelle et engagée. Je lui souhaite plein succès dans ses nouveaux projets professionnels. »

M. MOSINI, Syndic, remercie également Mme REGAMEY par le discours suivant :

« Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les conseillers, chers collègues,

En cette dernière séance de l'année 2018 j'aimerais, au nom de la Municipalité et du personnel communal, remercier Barbara pour son engagement déterminé durant 5 ans, soit sur 2 législatures, car elle a vécu 2 élections avec succès.

Engagée, motivée, battante, intègre et déterminée, Barbara nous a fait profiter de ses talents d'avocate et de médiatrice à la fois.

Pour mémoire, nous n'avons pas payé 1 franc pour les emprises de ses nombreux dossiers routiers.

Je reconnais en Barbara un engagement déterminé et passionné pour son dicastère, « Police des constructions et infrastructures », tout en collaborant activement aux dossiers et prises de décisions concernant les autres dicastères.

Elle n'a ménagé, ni son énergie, ni son temps. Je reconnais devant vous ses qualités et compétences mises à profit de notre belle Commune et de nos citoyens.

Elle a mouillé sa chemise pour faire avancer une future STEP régionale et le PGEE communal, et la zone réservée concernant la 4ème révision du plan directeur cantonal.

Elle a œuvré auprès de nos sociétés locales avec disponibilité et attention pour la culture et les cultes.

A participé à des échanges avec l'ambassadrice, puis l'ambassadeur de Chine à Berne et ceux de l'ONU.

Elle a soutenu artistes et musiciens pour un rayonnement local dont avec la famille Zhao et Saint-Prex sur les quais.

En résumé, elle aura déposé 21 préavis, dont 19 demandes de crédit. Elle aura collaboré à 2 règlements, un sur le subventionnement des études musicales et l'autre sur la révision du règlement du Conseil communal.

En volume, les planifications préavisées de ses réalisations se montaient à 13'643'580.00 y compris des préavis déposés à la séance de ce soir.

Elles ont concerné essentiellement des travaux routiers et de mobilité douce sur la RC1 en traversée de localité et de nombreux dossiers en lien avec le PGEE et le PDDE dont la mise en séparatif de la route de Morges et l'avenue de Taillecou, par exemple. La liste n'est certes pas exhaustive, sans oublier une zone inondable au Cherrat et un parking Sous-Crausaz.

Citons encore sa collaboration à la réorganisation du SUPCI, à l'ouverture de celui-ci pour offrir nos services à d'autres Communes de la région, à la CCU, à la Commission de salubrité publique et à la participation à plusieurs Conseils intercommunaux tels la PRM, l'ORPC, le SIS Morget et les SI de Lausanne.

Nous connaissons ses qualités de juriste et de médiatrice avec diplôme ou brevet. Nous pensons qu'elle va réussir avec succès à ouvrir comme indépendante un cabinet de conseil en la matière et formulons nos vœux les plus forts pour sa carrière avec nouvelle réorientation professionnelle qui lui tient à cœur.

Merci Barbara pour ton engagement communal indéfectible durant 5 ans et encore ce mois.

Bravo pour ce parcours, tu mérites les applaudissements nourris de l'assemblée, car tu as donné cœur et conviction à Saint-Prex.

Nous aurons quelques attentions pour toi ce vendredi à la soirée de Noël des collaborateurs, la priorité ce soir étant celle du Conseil. »

Mme REGAMEY est applaudie par l'assemblée.

6) Communications de la Municipalité

Mme Barbara REGAMEY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Station régionale d'épuration - Communication n°29/12.2018

Les neuf représentants des stations d'épuration existantes, concernées par la régionalisation, et deux suppléants se sont réunis le 20 novembre dernier à Aubonne afin de constituer le nouveau comité politique (COPOL) pour le projet de la STEP régionale.

Les Municipalités de Buchillon et de Saint-Prex ont délégué M. Charly Viquerat, municipal à Etoy, comme représentant de la station d'épuration des trois Communes.

Lors de la séance du 20 novembre, M. Viquerat a été élu président de cet organe. Il succède dans cette fonction à M. Daniel Barbezat, Syndic de Saubraz, qui souhaitait se retirer de la présidence.

b) Route de Rolle Centre - Communication n°30/12.2018

Nous avons le plaisir de vous informer, comme annoncé dans le préavis no 10/06.2015, que le Canton nous a versé une subvention pour la pose d'un tapis phono absorbant à la route de Rolle Centre. Celle-ci s'élève à Fr. 52'027.94.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

c) Administration communale - Communication n°28/12.2018

Nous vous informons que les travaux de transformation du bâtiment de services en administration communale vont bon train.

Ainsi, le déménagement est prévu pour mi-mars, de manière à pouvoir accueillir nos usagers dans nos nouveaux locaux dès le lundi 18 mars 2019.

Une inauguration sera organisée courant juin 2019. Nous ne manquerons pas de vous y convier en temps utiles.

d) Déménagement de l'Entraide familiale - Communication n°31/12.2018

Suite à l'installation du nouveau chauffage à pellets au sous-sol du Collège du Cherrat I, des locaux, occupés par les écoles, ont dû être libérés. Le directeur des écoles a souhaité récupérer le local occupé par l'Entraide familiale au Cherrat, afin d'y déplacer l'économat qui est actuellement au sous-sol.

La salle du Dr Cuénet au 1er étage du Vieux-Moulin et qui est peu louée depuis l'ouverture du centre sportif du Cherrat, a été proposée à l'Entraide familiale. La taille de cette salle est à peu près équivalente à la surface occupée par l'Entraide au Cherrat. Elle a en outre l'avantage d'être accessible avec un ascenseur et de disposer de places de parc devant le bâtiment.

Le déménagement a eu lieu le 23 novembre dernier. L'Entraide familiale est très satisfaite de ses nouveaux locaux.

7) Rapport sur le préavis n°07/10.2018 budget du service des finances communales pour 2019

M. Michel CONNE, rapporteur de la Commission des finances, lit son rapport.

La Commission des finances propose :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

- d'adopter le budget des services des finances communales pour l'an 2019 par CHF 51'196'500.- aux recettes et CHF 53'575'835.- aux dépenses.

La Présidente ouvre la discussion.

M. Alain JOUFFREY rappelle que l'un des objectifs de la Municipalité est de faire de Saint-Prex une Cité de l'Energie. Il demande donc quels sont les postes du budget qui sont impactés par cette démarche, et pour quels montants.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que la Municipalité a voulu il y a déjà quelques années obtenir le label «Cité de l'Energie ». En faisant le catalogues des mesures qui ont été prises au fil des années, la Commune a aujourd'hui le nombre de points nécessaires pour l'obtenir. Il n'y a donc pas d'investissement particulier pour cet objet. Mme Tinguely cite les plus grandes mesures telles que l'audit qui a été fait sur tous les bâtiments communaux au niveau de l'efficacité énergétique, les choix constructifs pour les dernières constructions (chauffages à pellets pour le collège de Sous-Allens, panneaux photovoltaïques sur la salle de gym du Cherrat). Une fois le label obtenu, la Municipalité devra poursuivre dans ce sens pour pouvoir le garder. Dans tous les dicastères, des mesures peuvent être mises en place pour ce label. M. Roger Burri, par exemple, travaillait beaucoup sur l'éclairage public avec des analyses qu'il avait fait par rapport à l'efficacité. Il avait récemment proposé l'idée de faire baisser la luminosité des lampadaires à certains moments de la nuit.

Mme Barbara Regamey a quant à elle, par rapport aux travaux touchant son dicastère, toujours eu la conscience d'amener cette partie efficacité énergétique.

Tout ce qui est mobilité, qui est géré par M. Daniel Mosini, est aussi impacté par l'efficacité énergétique et rentre en vigueur par rapport aux points obtenus pour le label.

C'est donc à travers des mesures touchant tous les dicastères que l'efficacité énergétique de la Commune s'améliore.

Mme Sandrine PITTOLAZ rejoint l'avis de la Commission des finances concernant les futurs investissements. Ceux-ci devront être examinés sous l'angle de l'utilité pour tous les Saint-Preyards. Certains investissements figurants dans le plan des investissements projetés lui semblent être à la fois trop onéreux et peu utiles à tous les Saint-Preyards, tels que la patinoire, la piscine de Morges, la maison du tourisme, le terrain de beach volley etc.

M. Daniel MOSINI, Syndic, rappelle aux Conseillères et Conseillers qu'ils auront certainement l'occasion de se prononcer, sur la patinoire ou la piscine de Morges par exemple, car un préavis par objet sera certainement déposé lorsque la Municipalité aura obtenu les informations y relatives. Concernant les autres objets tels que la maison du tourisme, le projet a été mis en stand-by. La Municipalité déposera pour tous ces projets des préavis et c'est le Conseil qui tranchera.

M. Thierry JAQUIERY observe que par rapport au budget précédent il y a un poste qui se nomme « Nettoyage des bâtiments par des tiers » et il a cumulé tous les montants qui y figurent et observe que l'on arrive à un montant de Fr. 160'000.- à Fr. 170'000.-.

M JAQUIERY aimerait savoir si ce montant-là, étant donné que c'est du travail qui est outsourcé, n'aurait pas dû impacter le nombre de PT et le diminuer.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, explique que lorsque la Commune a eu de nouveaux bâtiments tels que Sous-Allens III, le centre sportif de Marcy et la salle de gymnastique du Cherrat, une réflexion a été faite avec M. Porzi, Municipal, et M. Melchior, responsable du personnel d'intendance, par rapport à l'engagement de concierges supplémentaires. Il a finalement été décidé, dans un but d'avoir plus de flexibilité, de donner une partie du nettoyage à une entreprise externe.

Les avantages de travailler avec une entreprise sont entre autres au niveau des horaires puisque l'entreprise peut travailler très tôt le matin, lorsque la salle n'est pas encore occupée, une gestion plus facile par rapport aux vacances, maladies, accidents du personnel puisque l'entreprise met une autre personne à disposition en remplacement.

L'entretien des WC publics est aussi géré par une entreprise tierce depuis quelques années.

La Municipalité a désiré mettre une ligne spécifique au budget par rapport à ces nettoyages et les différencier des entretiens courant des bâtiments.

M. Alain JOUFFREY observe qu'il existe un poste au budget « 111.3517 – Augmentation de la participation au RER ». Il demande, comme il y a augmentation, si la Commune va bénéficier de plus de prestations comme par exemple au niveau de la fréquence des trains. En effet, celle-ci s'arrête à 21h26 de Lausanne, ce qui est très tôt. M. JOUFFREY aimerait savoir s'il va y en avoir une à 21h58 par exemple, ou si la « bêtaillère » de Saint-Prex à 07h41 qui était encore pleine ce matin et où tout le monde est compressé comme des sardines, va être un peu allongée. Qu'y aura-t-il en plus s'il y a augmentation de la participation.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond qu'il lui semble que la rame du matin va être doublée. Quant à la ligne 724, celle-ci va être prolongée pour fin 2019 jusqu'à Allaman. Il y aura donc de nouveaux services et de nouveaux horaires qui seront proposés. Il faudra également faire le calcul sur le bilan régional et pas strictement Saint-Preyard, d'où le fait que ce sont des chiffres qui sont directement imposés par l'Etat à notre Commune.

Sur l'ensemble du réseau, comme aux gares de Lausanne ou Morges, où le nombre de trains est en augmentation dans notre région, il y a des améliorations effectives dont nous bénéficions directement ou indirectement.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, ajoute que les coûts des transports cantonaux sont pris globalement et sont ensuite partiellement attribués aux Communes sur la base d'une clé de répartition. Toutes les communes qui ont une gare ont un coefficient de 1, indépendamment de l'offre effective. Si l'on compare Saint-Prex à Lausanne cela peut paraître injuste mais moins que si l'on compare Saint-Prex à Allaman, qui a une gare à plus de 800 m du village.

M. Daniel MOSINI, Syndic, souhaite encore ajouter que dans le trafic, on peut distinguer le trafic régional et le trafic urbain. On voit très bien la tendance de l'Etat, voire même de ceux qui les accompagnent, de pousser les Communes, si elles veulent augmenter leurs services à l'intérieur de celles-ci, dans un système urbain car les participations financières de la Confédération et du Canton sont nettement moindres.

La Municipalité se bat plusieurs fois par année afin d'éviter de tomber dans l'urbain mais n'exclut pas que si l'on souhaite desservir tous les chemins de Saint-Prex, il ne sera pas possible d'y couper.

M. Denis OGGIANO observe que le budget prévoit de prélever 6,5 millions des réserves et aimerait savoir combien est-ce qu'il reste dans ces réserves.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que au 31 décembre 2017 les réserves libres se montaient à Fr. 25,4 millions.

M. Frédéric BERTHOUD aimerait savoir si, dans les comptes, le journal communal est bien la Balise.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que oui.

M. Frédéric BERTHOUD est étonné du montant d'environ Fr. 60'000.- de ce poste pour quatre éditions annuelles.

M. Fabrice DESSAUX a une question concernant les amendes d'ordres. En effet, le revenu pour 2017 s'élève à Fr. 15'820.- et l'on chiffre au présent budget la somme de Fr. 31'000.-, donc pratiquement le double. Il aimerait savoir qui fixe ce budget et s'il y a une volonté de la Commune ou de la PRM d'augmenter ce chiffre. De plus, il demande de quoi est constitué ce montant de Fr. 15'820.-.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, explique que ce montant est constitué des amendes d'ordre émises par les « ASP », soit principalement les amendes de parking. Toutes les autres amendes se trouvent directement imputées dans les comptes de PRM.

Au niveau du montant inscrit au budget, il est estimé par PRM.

Ce chiffre reste un budget et n'est pas un objectif en soi.

M. Fabrice DESSAUX trouve que ce serait une bonne chose que ce montant au budget soit repris en main par la Municipalité et non pas par la PRM et qu'il serait bon que l'on définisse une politique d'amende sur la Commune. En effet, il y a certains endroits ou des commerces sur la Commune où une vigilance appuyée la journée par les ASP serait la bienvenue et d'autres endroits qui sont moins essentiels. M. DESSAUX se réjouit que la Municipalité reprenne ça en mains.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que l'on ne peut pas dire que la Municipalité n'a pas pris cela en mains car elle a eu des discussions avec la PRM pour cibler les priorités. Tout comme M. DESSAUX, la Municipalité aimerait que la PRM lève le pied à certains endroits et mette l'accent sur d'autres.

M. Roland LOCHER continue sur le sujet de la PRM. Il voit au budget une dépense de Fr. 1'127'000.- pour la PRM, plus au budget additionnel Fr. 287'800.- pour les autres tâches contractuelles et encore le poste « charge pour Commune sans police, répartition du solde » un montant de Fr. 558'000.-. M. LOCHER demande si la totalité de ce dernier montant est à la charge de la Commune de St-Prex ou s'il s'agit d'une partie des frais concernant la gendarmerie.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que le canton avait voulu, à l'époque, avoir une police unique, sujet qui avait été voté et dont le compromis a été que certaines communes gardent leurs polices municipales. Toujours à l'époque, le canton s'est retrouvé avec une masse de charges à répartir entre les communes et comme toutes les communes n'ont pas adhéré à la gendarmerie, il y avait un socle qui n'était pas financé.

Lors de cette réforme policière, le canton a basculé 2 points d'impôts sur les communes. A travers les négociations canton-communes, pour garantir une opération neutre pour le Canton, 1,4 point de ces 2 points a été repris aux communes pour financer le socle de la gendarmerie. La commune de Préverenges avait essayé de bloquer ce paiement mais n'avait pas eu gain de cause.

Mme TINGUELY ajoute qu'une partie de ce montant couvre la formation à Savatan et la police judiciaire.

M. Philippe CHABLE observe que le coût budgété par rapport à la PRM de Fr. 1'127'000.- équivaut à environ Fr. 200.- par habitant. Il demande quelle est l'appréciation de la Municipalité concernant les prestations rendues par la PRM et souhaiterait également savoir comment se situe le coût par rapport à d'autres options telle que la gendarmerie par exemple.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que chaque membre de la Municipalité à sa propre appréciation de la PRM. M. BURRI, Municipal disait souvent « Que fait la police ? ». En effet, si les gens ne la voient pas ils se demandent ce qu'elle fait et si elle est trop présente elle l'est trop à leur goût. Il est compliqué d'avoir le bon niveau de présence.

Par rapport aux autres options dont M. CHABLE parlait, les membres du conseil peuvent se référer à une motion qui a été déposée en 2018 par la commune de Tolochenaz. En effet, le Conseil communal de Tolochenaz a demandé à sa Municipalité de vérifier si cela coûtait moins cher ou plus cher de faire partie de PRM ou de déléguer ses tâches à la gendarmerie. Le compte rendu des débats peut certainement se trouver sur le site internet de la commune de Tolochenaz. Ces derniers ont finalement décidé de rester chez PRM.

M. Daniel MOSINI, Syndic, ajoute que concernant la qualité du service de PRM, plusieurs membres de la Municipalité, dont M. BURRI et lui-même, estiment que la commune bénéficie d'un vrai service, 24h/24 ainsi qu'une présence efficace sur le territoire, même si certaines personnes aimeraient mettre des priorités ailleurs. Nous pouvons dire que la commune a une police de proximité.

M. MOSINI a dû faire appel à leurs services lors de tentatives de cambriolage à son domicile et en moins de 3 ou 4 minutes la PRM était présente avec des chiens. Il a peut-être eu de la chance sur la rapidité d'intervention mais n'est pas certain que la gendarmerie aurait été aussi rapide.

M. Pierre ENDERLIN demande quelle est la part communale concernant la facture sociale d'environ Fr. 10'800'000.-. En effet, il imagine qu'il s'agit là d'une facture globale du canton et demande s'il y a un montant imputable directement à la situation communale.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, demande si la question de M. ENDERLIN est bien de savoir combien de citoyen de St-Prex bénéficient de cette facture.

M. Pierre ENDERLIN répond que oui.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, confirme que le montant que la Commune paie pour la facture sociale n'est pas en lien avec les bénéficiaires de Saint-Prex mais avec la situation financière de la commune (impôts conjoncturels, valeur du point d'impôt). La composition des différents régimes de cette facture avait été présentée à l'époque au Conseil. On peut citer le revenu d'insertion, les frais de home, les bourses d'études, les subsides à l'assurance maladie, les prestations complémentaires AVS et AI.

A Saint-Prex, on estime à une personne sur six qui a accès à un régime de la facture sociale.

Avis – Le texte qui suit a été lu par son auteur, **M. Alain JOUFFREY**, in-extenso. Par soucis de transparence et afin d'éviter d'innombrables corrections à posteriori au présent procès-verbal, le texte est retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

« Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le budget est un des moments privilégiés de l'action politique et donc de la mission que nous ont confié nos citoyens. Ma proposition est un signe d'encouragement à la Municipalité qui a pour objectif de les faire aller de l'avant, au-delà des points de la Cité de l'Energie.

Car nous sommes aussi citoyens de notre canton et de la Confédération. A ce titre, les habitants de Saint-Prex ont largement voté la loi "Energie 2050" lors de la votation fédérale du 21 mai 2017, accepté par notre Canton et notre district avec environ 3/4 des voix.

Nous avons donc approuvé une loi qui engage notre pays à une réduction de 75% d'émission de CO2 pour 2035, et cette réduction doit se refléter aussi au niveau de la commune.

Or la production propre d'énergie de notre commune est très basse. Elle aurait pu s'améliorer en couvrant le toit du nouveau bâtiment communal avec des panneaux photovoltaïques, comme celui de la piscine, ainsi que d'autres toits avec un grand potentiel comme celui de l'arsenal. Avec la mise en service de la piscine, le rapport entre la consommation d'énergie des bâtiments publics et leur production propre va encore se péjorer.

Je demande donc que la commune de Saint-Prex affecte 3 pour mille de son budget à la transition énergétique, ce qui représente un montant de 150'000 francs, moins de 30 francs par habitant.

Mesdames et messieurs les conseillers, lors de la précédente législature, une commission énergétique animée par la Municipalité a proposé une série de mesures allant de la subvention de projets photovoltaïques aux primes pour l'achat de vélos électriques, financés par un impôt communal sur l'électricité, comme dans de nombreuses communes alentours. Malgré un avis favorable et unanime de la commission chargée de l'étudier, le préavis a été repoussé par le Conseil Communal à une légère majorité, à la suite de quoi la commission énergétique a démissionné en bloc.

Le résultat est qu'aujourd'hui nous sommes parmi les derniers de la classe dans ce canton, et cette situation m'est personnellement insupportable. D'une part car le peuple s'est engagé à réduire les émissions de CO2 de 75% pour 2035, ensuite car le changement climatique est incontestable.

Je veux pouvoir regarder notre jeunesse, malheureusement bien absente de cette assemblée, dans les yeux. De pouvoir leur dire que notre riche commune peut se passer d'une patinoire saisonnière à 340'000 francs, qui est de plus, un gouffre énergétique, pour financer une transition indispensable avec un premier versement de 150'000 francs. Ce n'est là qu'un acompte sur le remboursement de la dette que nous avons envers notre planète et envers notre jeunesse qui va hériter de cette situation.

Aussi je vous invite, mesdames et messieurs les conseillers, à adopter les 2 amendements suivants :

Le Conseil communal de Saint-Prex décide :

1) - d'ajouter aux charges du budget du service des finances communales pour l'an 2019 la somme de 150'000 Fr. soit un budget de Fr. 53'725'835.- aux dépenses.

2) - d'affecter les dépenses supplémentaires de Fr. 150'000 à un compte de charges "transition énergétique" dont l'utilisation est de la compétence de la municipalité.

J'espère avoir convaincu ceux qui ont compris que le réchauffement climatique est une urgence absolue et qui voteront cet amendement avec le cœur.

Je m'adresse maintenant à ceux qui seraient d'accord, mais ont peur du déficit. La presse a annoncé pour 2019 une augmentation des impôts de 5 à 10 points. L'amendement ne représente que 0,6 point d'impôt. C'est-à-dire que l'augmentation prévue pour l'année prochaine représentera entre 8 et 16 fois cette somme. Si vous avez peur du déficit, je vous rappelle que

nous gardons une marge d'autofinancement positive, alors que le réchauffement ne nous laissera peut-être aucune marge.

Quant aux climato-sceptiques, je les invite à lire quelques revues scientifiques ou simplement à compter le nombre de jours de gel depuis début octobre et à le comparer aux années précédentes. Ils auront froid dans le dos et voteront peut-être différemment l'année prochaine.

Enfin je n'ai pas de doute sur le fait que la municipalité saura faire un bon usage de cette somme. Je vous remercie. »

M. Jean-Noël FANGUIN trouve l'approche de M. JOUFFREY intéressante. Cependant, les émissions de CO2 n'ont pas de frontière et il estime que d'une certaine manière la Suisse ainsi que notre commune font suffisamment d'efforts dans ce sens. M. FANGUIN a comparé les chiffres de notre pays à la Chine et les Etats-Unis et pense qu'il faut s'adresser à ces pays-là, qui sont bien au-dessus des autres quant à la pollution, notamment des émissions de CO2, avant de venir chez nous et d'essayer d'améliorer les choses. C'est une évidence pour lui. M. FANGUIN estime que c'est peine perdue si l'on ne fait pas participer les plus gros pollueurs.

M. Philipp LANGER estime que chacun peut avoir son opinion mais salue personnellement l'initiative de M. JOUFFREY et du débat qui en ressort. Il réagit ensuite sur les propos de M. JOUFFREY et demande pourquoi il n'y a pas de panneaux photovoltaïques sur le toit de la piscine.

Mme Carine TINGUELY, la Municipalité a imaginé dans un premier temps mettre des panneaux thermiques pour l'eau chaude, ce qui a été déconseillé par les ingénieurs. En effet, ceux-ci auraient apporté la plus grosse production d'eau chaude quand il y en aurait eu le moins besoin, soit en été.

Concernant les panneaux photovoltaïques, la Municipalité a pris l'option de surdimensionner les besoins au niveau du toit de la salle de gym.

Pour l'anecdote, lors de la journée « Osez les métiers », Mme TINGUELY a demandé aux huit jeunes reçus à la Commune ce qu'ils feraient s'ils étaient les Municipaux de Saint-Prex. La première de leurs remarques a été de mettre des panneaux photovoltaïques sur le toit du Cherrat.

M. Daniel MOSINI, Syndic, ajoute que la Municipalité avait été déçue à l'époque que la taxe énergétique ne passe pas. La Commune voit bien que la taxe sur les déchets a une grande efficacité et M. MOSINI pense que la taxe énergétique le serait également.

M. Michel CONNE a bien entendu la remarque de M. JOUFFREY et précise qu'il apprécie celle-ci, sur le fond, ainsi que la démarche. Cependant, en tant que Président de la Commission des finances, il observe que M. JOUFFREY demande un amendement financier. Afin qu'il y en ait un, la Commission des finances doit se prononcer. M. CONNE est gêné de donner un avis favorable ou non à la requête de M. JOUFFREY car il ignore s'il est possible de le faire à cet instant ou non. Il ne sait pas s'il est nécessaire de faire une interruption de séance ou non.

M. CONNE ajoute qu'il aurait été bienvenu que M. JOUFFREY informe la Commission des finances en amont, cela leur aurait permis de prendre position plus facilement et d'appuyer, contrer ou ne pas prendre position sur cette requête. C'est ce qui est demandé généralement aux Commissions. S'agissant d'une proposition individuelle, la Commission des finances est prise à froid.

M. Daniel MOSINI, Syndic, pense que la Commission des finances doit faire une proposition de réponse. Il ne voit pas pourquoi le Conseil ne pourrait pas l'amender.

M. Michel CONNE ne le sait pas non plus et n'a pas la réponse à cette situation. La Commission des finances aurait apprécié le savoir à l'avance.

M. Anthony HENNARD revient sur la proposition de M. JOUFFREY. L'idée d'avoir un capital que l'on puisse utiliser dans le cadre d'actions écologiques ou énergétiques responsables lui paraît très intéressante. Il rappelle qu'il faisait partie de la Commission énergétique de l'époque. Celle-ci avait proposé une taxe sur le principe du pollueur-payeur, sous-entendu qu'il est bien d'essayer de diminuer notre pollution, dont nos émissions de CO₂, mais il est nécessaire de motiver les gens à diminuer leur pollution personnelle. De son avis, une taxe qui touche notre responsabilité de consommation et donc notre pollution fait sens. Pour lui, prendre une taxe sur un montant global d'impôt ne motive personne en tant que tel à diminuer sa pollution personnelle.

M. Alain JOUFFREY précise qu'il est d'accord, sur le principe, avec M. HENNARD. Il pense néanmoins qu'il y a plusieurs choses que l'on peut mettre en place et qui nécessitent peu d'argent. Lancer par exemple une Commission énergétique-mobilité. Il ne croit pas qu'il faille un impôt sur l'électricité pour faire des subventions vélos. Beaucoup de membres du Conseil lui demandent pourquoi il y n'y a pas de subventions pour les vélos électriques dans notre Commune.

M. JOUFFREY explique que s'il s'est lancé un peu tard dans sa requête présentée ce soir et qu'il n'a pas consulté la Commission des finances c'est parce qu'il s'agit d'une idée qui lui trotte dans la tête depuis un moment.

De plus, il a vu dans le Journal de Morges un article intitulé « Changer ou aller droit dans le mur » et a envoyé un courriel à une des trois personnes qui font partie du groupe « Clim'Action » à Saint-Prex, soit M. Mathieu Bornoz. Et il y a deux jours, soit lundi 10 décembre 2018, M. Jacques Dubochet a téléphoné à M. JOUFFREY. Alors quand M. JOUFFREY a reçu cet appel d'un prix Nobel de chimie, à qui il n'avait rien demandé, et qui lui a dit qu'il était d'accord avec lui et que nous allions droit dans le mur et que chaque Commune devrait faire son plan énergétique et qu'il faudrait y investir de l'argent, M. JOUFFREY n'a plus attendu pour faire part de sa requête au Conseil.

M. JOUFFREY précise que l'on n'est pas obligé d'investir la totalité des Fr. 150'000.- mais l'on peut au moins se dire que l'on commence à ouvrir des possibles et que l'on fait un premier pas.

M. Sylvain RODRIGUEZ a également fait partie de la Commission énergétique. Il était lui aussi fortement convaincu par le principe du pollueur-payeur, que des mesures via l'énergie devaient être financées et donc que ladite taxe était un bon moyen pour cela. Le Conseil en avait décidé autrement et ce refus n'avait pas permis de concrétiser toutes les mesures qui avaient été prévues à l'époque.

Concernant les changements climatiques ainsi que l'objectif de diminution de CO2 dont a parlé M. JOUFFREY, il rappelle que la Suisse s'est engagée à le diminuer de 75% à l'échéance 2035. Il précise encore que la Suisse s'est même engagée à l'échéance 2050, soit demain à l'échelle climatique, à réduire ses émissions de CO2 d'un facteur 4, c'est-à-dire de passer de 5 tonnes actuellement à 1.5 tonnes. Il faut savoir que la Suisse n'est pas exemplaire quant aux émissions des gaz à effet de serre. Cela parce que l'on tient compte des émissions qui sont faites sur le territoire suisse mais si l'on prend notre empreinte climatique, on constate que l'on est de loin pas dans le trio de tête des pays qui sont les plus efficaces par rapport aux émissions de CO2. Sur cette base-là, et par rapport à la proposition de M. JOUFFREY, M. RODRIGUEZ n'est pas forcément convaincu que l'on doive le financer par l'impôt et aurait préféré le principe du pollueur-payeur. Néanmoins tout signal qui est positif par rapport à des mesures que l'on peut prendre au niveau communal et donc au niveau local, et il est persuadé que l'on peut le faire, est bon à prendre et, pour sa part, il est favorable à cet amendement.

M. Roland LOCHER rejoint l'avis de M. HENNARD et est persuadé que la Municipalité a l'écologie devant les yeux. Il pense que l'on peut agir dans ce sens-là par voie de préavis suivant les objets qui seraient à financer.

M. Pascal GIRARDET était le rapport de la Commission énergétique pour le préavis qui proposait la taxe du pollueur-payeur. La Commission s'était beaucoup investie et avait bien travaillé le sujet. M. GIRARDET avait été très déçu que le préavis n'ait pas été approuvé. Il ne pense pas que la proposition de M. JOUFFREY soit la meilleure solution mais il la soutiendra néanmoins.

M. Henry HALLER explique que, sans rentrer dans le fond du réchauffement climatique car il pense que tout le monde est soucieux de ce sujet, techniquement, s'il est voté une taxe, cela doit être une taxe affectée, ça n'est donc pas une décision qui peut se prendre sur le vif. En effet, si c'est une taxe n'est pas affectée la Municipalité aura un budget de Fr. 150'000.- qu'elle pourrait utiliser pour acheter des voitures qui consomment moins, par exemple, ou financer des vélos électriques. Il pense qu'il faut des projets spécifiques. La proposition de M. JOUFFREY n'entrerait donc pas dans une taxe affectée.

Le budget, globalement, donnerait un cadre qui serait relativement précis, chaque position serait documentée par des supports, des projets. Avec la proposition de M. JOUFFREY on aurait une enveloppe de Fr. 150'000.- qui serait non affectée et l'on ne sait pas à quoi on l'utiliserait aujourd'hui.

M. HALLER pense que l'idée est bonne mais qu'il faut des préavis spécifiques ou une taxe affectée. Un amendement général de Fr. 150'000.- lui semble ne pas être judicieux non plus dans le sens d'un contrôle de budget.

M. Fabrice DESSAUX abonde dans le sens de M. HALLER. Le plus facile serait effectivement de voter maintenant et de réunir de l'argent. Cela se ferait en une levée de mains. Cependant, il faudrait savoir quoi faire de cet argent, avoir de projets. On parle de pollueur-payeur, mais il faut savoir de qui l'on parle. S'agit-il des sociétés qui travaillent sur notre Commune et qui offrent des emplois ? Tout cela n'est pas du tout anodin. Pour certaines de ces entreprises cela peut représenter des montants très conséquents, on ne peut donc pas faire de plans sur la comète avant d'avoir tout analysé. Selon lui c'est impossible de le faire sans avoir étudié ces éventualités.

M. Luc MORET souhaite répondre à M. FANGUIN qui a parlé de la Chine. Il se rappelle d'une publicité d'Amnesty International qui l'avait frappé et qui disait qu'il suffit qu'une personne se porte mieux pour que le monde se porte mieux. Un petit effort d'une commune fait donc déjà que le monde fait plus d'effort dans le sens de l'écologie.

Concernant l'intervention de M. HALLER, M. MORET pense que si l'on accordait un fond de Fr. 150'000.- à dépenser à des buts écologiques, ce serait là une décision d'intention. Ce qui veut dire que chacun déciderait d'avoir l'intention d'œuvrer pour un monde meilleur sur le plan écologique.

M. MORET pense que si l'on ne le fait pas, le Conseil n'aura pas des projets concrets à venir pour décider d'attribuer de l'argent à cet effet-là.

M. MORET termine en disant qu'il soutient à 100% l'initiative de M. JOUFFREY et trouve que cela démontrerait que la Commune a l'intention d'œuvrer dans le sens de l'écologie.

Il faudrait se mettre d'accord sur un montant qui devrait éventuellement être voté chaque année par le Conseil et il fait confiance à la Municipalité et au Conseil pour investir ce budget d'une manière intelligente, qui pourrait être de la prévention par exemple. Il ne lui semble pas difficile de trouver une utilisation intelligente de ce fond.

M. Jacques ROCHAT trouve ce débat très intéressant et ne contrera pas M. JOUFFREY ce soir car il trouve sa proposition très intéressante. Cependant, il ne se sent pas pris en otage mais aurait aimé être informé avant de cette requête. Il se demande s'il n'est pas possible, si cela crée des difficultés par rapport à la Commission des finances, que M. JOUFFREY propose plutôt qu'un amendement, une motion et que le Conseil puisse se prononcer en toute connaissance de cause.

La Présidente explique qu'après consultation du règlement du Conseil communal, rien n'est spécifié concernant les amendements au niveau de la Commission des finances. Si le Conseil devait voter ce soir sur ces amendements, la Présidente soumettra naturellement ce vote à Mme la Préfète qui l'avalisera ou non.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, explique que le budget peut être amendé sur une ligne. Elle réfléchit à quelle ligne pourrait être amendée car la Commune a un plan comptable défini. Il n'y a aucune ligne concernant la transition énergétique seule, cette dernière pouvant impacter plusieurs lignes du budget.

Il y aura donc un problème technique comptable en cas de vote favorable mais elle trouvera une solution à cela.

Mme Barbara DELLWO va dans le sens de ce que M. ROCHAT a dit. En effet, beaucoup de personnes sont prises de court par la proposition de M. JOUFFREY, que ce soit pour la Commission des finances ou pour savoir comment on alloue ce montant. Mme DELLWO trouve que c'est une question importante et qui mérite d'être approfondie et discutée et qu'il serait sage, d'une part, que M. JOUFFREY approfondisse sa requête et propose de quelle manière ce budget peut être alloué, ainsi que sur la forme, soit comment il est possible d'amener cette proposition afin que le Conseil la traite en toute conscience.

Mme DELLWO se demande s'il n'est pas possible de remettre cette décision à l'ordre du jour d'une prochaine séance et trouve que c'est un peu précipité de voter ce soir un amendement su le préavis de la Commission des finances.

M. Daniel MOSINI, Syndic, abonde dans le sens de Mme DELLWO car cela permettrait une réflexion de toutes les bonnes procédures à suivre et pense que tout le monde serait plus à l'aise de traiter cette requête, tant la Municipalité que le Conseil.

M. MOSINI concède que l'on a tous envie de faire des progrès dans le domaine que M. JOUFFREY a évoqué. Il désire le soutenir, mais peut-être d'une façon différente.

M. Nicolas COTTIER rappelle que le préavis refusé de la Commission énergétique qui a été évoqué plus tôt faisait en fait suite à un autre préavis où il était sujet du changement qu'avait fait le canton sur le système de facturation des kilowatts. Il y avait ainsi, de mémoire 2 centimes par kilowatt à disposition de la Commune, qui pouvait décider de maintenir ou non cette taxe. Le Conseil devait décider, un peu à la va-vite. Le Syndic de l'époque, soit M. Dauner, avait proposé au Conseil de la garder, promettant de l'utiliser pour des projets énergétiques. Il y avait toutefois une problématique budgétaire concernant l'affectation de cette taxe, puisque le vote ne permettait pas techniquement de l'affecter à de tels projets. Cela avait provoqué comme résultat une alliance un peu contre nature avec, d'un côté, les personnes qui étaient formellement opposées à toute taxe en se disant qu'ils gagneraient 2 centimes du kilowatts de taxe en moins, et celles qui disaient que c'était une bonne chose mais qu'il fallait faire cela de manière réfléchi et prévoir l'affectation de cette taxe, un peu comme pour le débat de ce soir. Tout en rappelant également que le Conseil faisait confiance à la Municipalité pour ne pas gaspiller cet argent.

M. COTTIER rappelle que si l'on parle de la Chine et des Etats-Unis qui sont des pays très pollueurs, le Texas, s'il était un état indépendant, serait le 6^{ème} producteur d'énergie éolienne au monde. En Chine, la pollution est certes astronomique, mais cette dernière aura, en l'espace de deux à trois ans, plusieurs villes entièrement électriques.

Ce que M. COTTIER veut expliquer c'est que bien que la Chine puisse faire tout faux très vite elle peut également tout faire juste très vite aussi.

Notre pays a une autre politique, et loin de lui l'idée de défendre la politique chinoise, mais l'on a trop souvent envie de faire les choses plus que parfaitement.

M. COTTIER propose aux membres du Conseil d'aller dans le sens de la proposition de M. JOUFFREY. Il est clair que la Municipalité ne fera pas abstraction de la décision du Conseil. Il fait également confiance à Mme TINGUELY pour trouver une solution quant à la ligne des comptes qui serait amendée.

M. COTTIER voudrait que le Conseil ne s'arrête pas là et qu'en ayant pris cette décision, presque de principe, il aille plus loin l'année prochaine, réfléchisse à cette problématique de la taxe du pollueur-payeur qui peut être à nouveau soumise au vote du Conseil et qu'il transforme l'essai.

M. COTTIER encourage les membres du Conseil à le faire, car à force de tout vouloir faire parfaitement, rien en sera fait.

M. Jean-Noël FANGUIN revient sur le sujet du CO2 et estime qu'il s'agit d'un leurre car on ne peut pas comparer la Suisse à la Chine, aux Etats-Unis ou à d'autres pays. Avec une population d'environ 1.5 milliard en Chine et 8 millions en Suisse c'est une comparaison disproportionnée, même si la pollution n'a pas de frontière.

Il est d'accord avec le fait d'éventuellement affecter une somme d'argent dans le développement durable ou dans le développement de certaines énergies mais pas dans des manières de lutter contre le CO2, ce qu'il estime être impossible à l'heure actuelle si tous les états ne se mettent pas au diapason.

La Présidente récapitule la situation en rappelant que M. JOUFFREY a clairement proposé 2 amendements au Conseil. Elle ne peut pas trancher sur la remarque de M. CONNE ne sachant pas si cela est légal ou pas.

La Présidente voit deux solutions à la situation, soit de voter ces amendements et de se renseigner ensuite sur l'aspect légal ou, comme proposé par M. ROCHAT, que M. JOUFFREY retire ses amendements et qu'ils soient présentés ultérieurement avec une autre approche.

M. ALAIN JOUFFREY se rappelle d'une séance budgétaire, il y a une dizaine d'années, où la Commission des finances avait demandé d'enlever 10% sur chaque poste en argumentant que l'on dépensait trop et il sait que ça n'était pas légal. C'est pour cela qu'il a fait deux amendements séparés. Un qui dit que l'on octroie la somme de Fr. 150'000.- à la Commune et l'autre pour ajouter une ligne « Transition énergétique » au budget. Mais il ne sait effectivement pas aller plus loin techniquement. Bien qu'il ait chez lui le manuel du MCH1, il ne l'a jamais lu.

Sur le fait de retirer ses amendements, en disant que le Conseil pourra reprendre cette proposition plus tard, M. JOUFFREY rappelle que la taxe énergétique a été présentée pour la première fois en 2008 et une seconde fois en 2013. Dix ans ont passé et quand il y a, de son avis, urgence climatique, M. JOUFFREY tient à maintenir le vote sur ces amendements. D'autant plus que lorsque la taxe énergétique avait été proposée pour la seconde fois et refusée, des membres de la Municipalité lui avaient confié qu'ils n'y reviendraient pas, de peur d'un nouveau refus.

M. JOUFFREY pense que si le Conseil vote sur ces amendements ce soir, la Municipalité verra le nombre de mains levées et saura si elle y retourne avec enthousiasme ou non.

M. JOUFFREY ajoute qu'il est prêt, en cas de refus, à déposer une motion à la première séance du Conseil de l'année prochaine.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

La Présidente annonce que le Conseil va voter en premier lieu sur les amendements proposés par M. JOUFFREY, puis sur les conclusions du rapport de la Commission des finances.

La Présidente relit les conclusions du premier amendement, soit :

1) - d'ajouter aux charges du budget du service des finances communales pour l'an 2019 la somme de 150'000 Fr. soit un budget de Fr. 53'725'835.- aux dépenses.

Au vote, la proposition du premier amendement est refusée par 23 oui / 32 non / 5 abstentions. Le deuxième amendement n'est donc pas soumis au vote.

La Présidente relit les conclusions du rapport de la Commission des finances soit :

La Commission des finances propose :

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la Commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

Décide :

- d'adopter le budget des services des finances communales pour l'an 2019 par CHF 51'196'500.- aux recettes et CHF 53'575'835.- aux dépenses.

Au vote, les conclusions de rapport sont acceptées à l'unanimité des membres présents.

Résultat des votes : 60 oui / 0 non / 0 abstentions

8) Préavis n°08/12.2018 - Demande d'un crédit pour financer l'acquisition d'un quatrième compresseur à la station intercommunale d'épuration

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Thierry JAQUIERY
David LA FRAMBOISE
Raymond TARDY

Marlyse DUTOIT LOPEZ
Jacques ROCHAT

Suppléants :

Didier FRANCO

Yves MORAND

9) Préavis n°09/12.2018 - Demande d'un crédit-cadre pour financer l'entretien et l'amélioration du réseau EU/EC dans le cadre du PGEE

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Dominique DUBUGNON
Marc HAUSWIRTH
Sébastien PITTET

Pierre ENDERLIN
Alain JOUFFREY

Suppléants :

Joël TARDY

Chantal COURTAIS-REY

10) Motion déposée par Mme Florence Porreca et consorts pour une modification du règlement pour le service communal de distribution d'eau et du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux et son annexe

La Présidente rappelle qu'une motion a un effet contraignant pour la Municipalité qui l'oblige à présenter une étude sur le sujet demandé. C'est à ce moment-là que le Conseil pourra en débattre.

La Présidente ouvre la discussion. La discussion n'étant pas demandée le sujet est clos.

Au vote, la motion est acceptée à la majorité des membres présents et sera transmise à la Municipalité pour préavis.

Résultat des votes : 53 oui / 1 non / 6 abstentions

11) Simple questions.

La Présidente passe la parole à Mme Barbara REGAMEY qui souhaite s'exprimer à l'attention des membres du Conseil.

Avis - Afin de ne pas attenter au discours de notre Municipale, Mme Barbara Regamey, qui a quitté ses fonctions en date du 31.12.2018, celui-ci sera retranscrit comme tel. L'utilisation de la première personne au singulier est donc requise.

Mme Barbara REGAMEY, Municipale, prend la parole :

« Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, chers collègues.

Je suis triste d'être la seule ce soir à vous dire au revoir. Qu'est-ce que j'aurai aimé entendre Roger prononcer l'un de ses beaux discours.

Plus j'avancais dans le parcours de mon mandat, plus je me suis dit qu'il était devenu pour moi plus important d'écouter que de parler. J'ai souvent dit aux sociétés locales, lorsque j'allais les voir pour leurs assemblées générales, que je venais surtout pour les entendre et les écouter et pas tellement pour parler. Je préfère d'ailleurs travailler sur le terrain et mes dossiers.

Chers collègues du Conseil, je tiens à vous remercier pour la très belle collaboration et les débats constructifs tout au long de ces cinq ans.

Dans tous les échanges, j'ai pu apprécier votre engagement et vos compétences et je vous en remercie beaucoup. Ce soir encore, j'ai eu particulièrement plaisir à entendre la qualité des vos débats, les questions de fond que vous vous posez et j'apprécie énormément cela. L'écologie s'est invitée dans tous nos thèmes, et c'est très important.

J'ai une pensée particulière ce soir pour tous les collaborateurs de la Commune. Je peux vous assurer qu'ils sont formidables. Sans eux, aucun service, aucun projet et aucun chantier ne serait possible. Pouvoir travailler avec eux est un privilège et je sais que ma ou mon successeur sera très bien accueilli.

Merci également aux Présidentes et Présidents successifs du Conseil, à leur bureau et aux huissiers. Je vois que notre ancien huissier est présent ce soir et cela me fait plaisir.

J'ai toujours eu du plaisir à vous voir et à travailler avec vous.

Merci à mes collègues, j'ai beaucoup apprécié de travailler avec vous durant ces cinq années. Nous avons fait de beaux projets et c'était pour moi de très belles expériences.

Je me lance dans un nouveau projet, Monsieur le Syndic en a parlé et je ne vais pas vous en dire plus si ce n'est que j'ai récemment fait une formation et obtenu mon diplôme en 2017.

J'ai fait cette formation durant mon mandat de Municipale et il est absolument indispensable pour moi de pouvoir pratiquer. J'ai essayé dégager assez de temps pour lancer mon projet mais c'était très difficile avec mon dicastère, beaucoup de chantiers et d'urgences.

C'est un mandat qui demande une grande disponibilité.

Je pars avec beaucoup d'émotion et avec gratitude. Je garde plein de bons souvenirs.

Je vous souhaite santé, bonheur, succès et beaucoup de plaisir avec les projets de la Commune.

Bonnes fêtes à vous tous et à vos proches, et encore merci pour tout. »

Mme Regamey est applaudie par l'ensemble de l'assemblée.

M. Jacques ROCHAT était au Temple de Saint-Prex cet après-midi pour l'enterrement d'une autre personnalité de Saint-Prex, Mme Ramonde Nydegger-Rubattel et a eu des remarques concernant la sonorisation. Il est désolé de relancer ce sujet mais ça n'est malheureusement toujours pas au point. Lors de l'enterrement de M. Roger BURRI, M. ROCHAT était dans l'allée du cimetière et il était impossible d'entendre quoi que ce soit à partir du 2^{ème} arbre de l'allée. Le Temple est trop petit et bien qu'hier ce soit la sonorisation de l'entreprise, il souhaite informer la Municipalité qu'il a eu des remarques et que les mesures mises en vigueur ne sont pas suffisantes.

Dans la même ligne, M. ROCHAT a été frustré à la fin de l'hommage que M. MOSINI a rendu à M. BURRI que le Conseil ne puisse pas l'applaudir. M. ROCHAT est certain que s'il avait été présent ce soir, tout comme Mme REGAMEY, il aurait été applaudi avec enthousiasme. Aussi, M. ROCHAT invite l'assemblée à se lever et à applaudir M. Roger BURRI.

M. Roger BURRI est longuement applaudi par l'assemblée debout et émue.

La Présidente remercie M. ROCHAT de cette belle initiative et demande s'il y a d'autres questions.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

12) Contre-appel

Il est fait.

La séance est levée à 20h35.

La Présidente :

Anouk Gaumann



La Secrétaire :

Lydie Rochat

